

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, notamment sur le libéralisme économique, le développement économique et les problèmes agricoles de la région Poitou- Charentes, à Barbezieux mercredi 6 mai 1981.

Mesdames, Messieurs, Mes chers amis, mes chers amis barbéziliennes et mes chers amis barbéziliens, mes chères Charentaises et mes chers Charentais, mes chères Poitevines et mes chers Poitevins, je suis venu aujourd'hui pour un face à face, mais c'est un face à face avec vous, c'est-à-dire un face à face qui est fondé sur la sympathie réciproque et sur l'attachement que nous portons aux mêmes idées et aux mêmes principes que je défends dans cette campagne, idées et principes qui nous sont communs, Messieurs les Parlementaires de la majorité des Poitou-Charentes, puisque j'ai entendu avec plaisir ceux qui s'exprimaient venir dire qu'en effet c'était la majorité tout entière qui devait maintenant se mobiliser jusqu'au succès de dimanche.

Vous m'avez accueilli avec le soleil, c'est un des premiers soleils que je rencontre dans la campagne. (applaudissements).. c'est de bon augure.. (applaudissements)

Et moi, comme vous le voyez en regardant les pancartes, je vous ai apporté mon cœur, il est là-bas, et je vous apporte maintenant la raison, Puisque je m'adresse à vous de cette tribune Arrivant à Barbezieux, je voudrais évoquer la mémoire de Félix Gaillard et je suis heureux que Mme Félix Gaillard nous ait accompagné, ainsi que son fils, dans ce voyage.

(applaudissements)

Sa disparition prématurée a changé la politique de la France. Il était l'un des très grands talents de la IV^{ème} République, il avait l'intelligence, il avait la clarté d'esprit et l'art d'aller à l'essentiel, il avait surtout le caractère, sous des dehors aimables et courtois qui sont ceux de votre tradition, ferme.. Il l'a prouvé en 1957, car il a trouvé la faillite à son arrivée au Ministère des Finances, il avait trouvé le déficit budgétaire et des dettes extérieures si importantes que personne ne voulait plus nous prêter d'argent. Il a beaucoup fait pour remettre la France dans la bonne direction et je considère que l'assainissement financier réalisé par le Général de Gaulle en 1958 eut été sans doute plus difficile si Félix Gaillard n'avait pas débroussaillé le terrain.

Félix Gaillard était un radical réaliste, un gestionnaire lucide de la race de ceux dont la France a toujours besoin, aujourd'hui comme il y a vingt ans et s'il avait vécu du temps de mon septennat, il serait certainement un des hommes auxquels j'aurais souhaité confier de hautes responsabilités dans le Gouvernement de la France. (applaudissements)

Que dirait Félix Gaillard de la situation politique d'aujourd'hui ?

Il la trouverait, je crois invraisemblable, car ce que mon adversaire, hier soir, demande aux radicaux, c'est de l'aider à construire une société collectiviste, ce serait alors l'alliance étrange des partisans d'une société autoritaire et centralisée et des amis de la liberté, de la tolérance et de l'humanisme.

Pour y parvenir, il faut un maître de l'équivoque Hier soir, au cours du débat que beaucoup d'entre vous ont suivi, je crois, parce que d'après les évaluations qui m'ont été données, 82 % des Français auraient suivi ce débat, c'est un record du monde ! (applaudissements)

Hier soir, mon concurrent a reconnu qu'il négocierait avant les élections un accord avec les communistes et il négocierait en position de faiblesse, puisqu'il aurait renvoyé les élus du suffrage universel de 1978, vous, Messieurs, et qu'il serait condamné à chercher le succès de la majorité de remplacement composée de l'alliance électorale des socialistes et des communistes Une alliance autour de quel accord ?

Un accord pour quoi faire ?

A tout le moins le programme socialiste tel qu'il a été publié, puisque, comme je le dis ce soir dans une émission de télévision, lorsqu'il y a négociation entre deux partis, le moindre point de départ que l'on puisse prendre, c'est évidemment le document de l'autre et le Parti Socialiste ne pourra pas dire aux communistes : je vous propose de faire moins que ce que je proposais de faire tout seul moi-même, le compromis se situera entre les deux.

Mais jamais les voix de la gauche libérale n'accepteront, je cite quelques-uns des objectifs :

- de nationaliser la moitié de l'industrie française,
- d'alourdir les charges des entreprises et la fiscalité personnelle des contribuables,
- d'augmenter les prélèvements obligatoires fiscaux et sociaux,
- de rétablir le contrôle des prix et le contrôle des changes,
- de mettre fin au pluralisme scolaire,
- de créer des offices fonciers agricoles cantonaux,
- d'interrompre le programme nucléaire et de réduire donc notre indépendance énergétique,
- de bureaucratiser définitivement les forces productives,
- de créer la section politique d'entreprise qui n'a jamais existé en France,
- enfin, de supprimer la retraite des cadres.

Jamais les voix de la gauche libérale n'accepteront un tel programme

Je lis les manifestes des formations du centre et en particulier ceux de la sensibilité radicale, et j'y trouve au contraire les propositions suivantes :

- l'allègement des charges des entreprises et des particuliers,
- la réduction progressive des charges sociales,
- la garantie de l'entreprise paysanne et de la libre disposition de son patrimoine foncier,
- le renforcement de notre indépendance énergétique,
- la fin des contraintes administratives,
- la protection de nos libertés,
- la défense du pluralisme scolaire et médical.. (applaudissements)
- enfin, le renouvellement du débat sur l'éducation et la culture.

Alors, quand on compare ces deux programmes, comment le candidat de l'opposition peut-il demander aux radicaux de se déjuger et de voter pour un programme qui est à l'opposé de leur doctrine et à l'opposé de leur philosophie ?

Je rappelle que Robert Fabre a eu le courage de refuser, et rarement une telle décision venant d'un parti aux effectifs pourtant modestes a eu autant de conséquences sur la vie politique nationale. C'est pourquoi j'appelle, quant à moi, toutes les formations du centre gauche et en particulier la famille radicale, si présente dans le Sud-Ouest de la France, à mesurer l'enjeu et à déjouer le piège qui lui est tendu.

Ne soyez pas, vous, les radicaux, les instruments d'une entreprise qui consiste à faire le contraire de ce que vous souhaitez.

J'ai pris au cours de ces sept ans des risques personnels pour introduire davantage de liberté dans notre vie sociale, pour rénover la condition féminine et celle des travailleurs manuels, en résumé pour faire une société plus fraternelle et plus humaine, celle qui est inscrite dans les objectifs de votre Parti.

C'est pourquoi je vous convie à vous rassembler à nos côtés pour promouvoir ensemble une France plus unie, une France plus libre une France plus forte et paisible, la France de l'espoir et non pas la France du déclin ! (applaudissements)

Une France plus unie. Ne prolongeons pas le premier tour Σ le second tour est celui de l'union, mon devoir est de créer les conditions de l'unité et vous avez vu que je m'y emploie depuis le premier tour. Mon devoir est en effet de tenir compte des aspirations exprimées au cours de la

premier tour. mon devoir est en effet de tenir compte des aspirations exprimées au cours de la campagne quelle que soit la tendance qui les ait présentées.

Il n'y aura pas, Messieurs les Parlementaires, il n'y aura pas, Mesdames et Messieurs les électeurs, les bien aimés du premier tour et les mal aimés du second tour, il n'y aura que ceux qui auront assuré le succès de la France et qui seront alors traités de la même manière, franche, cordiale et chaleureuse.

Je viens de m'adresser, pensant à Félix Gaillard, à la famille radicale, mais mon appel s'adresse aussi à la famille gaulliste, l'un des grands courants permanents de la politique française..

(applaudissements) dont tout à l'heure, M. le Député Hardy se faisait l'interprète.

Cette famille a toujours servi la France, dans la guerre, comme dans la paix. J'ai besoin de son concours pour assurer dimanche le maintien des institutions de la Vème République qui ne résisteraient pas au désordre politique engendré par les conditions de l'élection de mon concurrent.

Dans cette décision de dimanche, je suis le seul à pouvoir maintenir l'héritage essentiel du Général de Gaulle qui est son héritage institutionnel, celui des institutions de la Vème République, qui nous distingue des autres pays, en faisant que la France a un pouvoir politique fort et stable dont j'ai démontré hier soir qu'il serait remis en question automatiquement par la nature des choses, dès le lendemain de réélection de mon concurrent.

Or, cet héritage institutionnel, il ne peut pas être assuré par mon concurrent qui est l'adversaire du premier jour du Général de Gaulle, qui l'a combattu en 1958, lorsqu'il votait contre le début de la Vème République, alors que nous votions tous pour, moi comme député, vous comme citoyens.. (applaudissements), qui l'a combattu en 1965, lors de la campagne présidentielle.. et relisez le contenu des discours qui étaient faits contre le Général de Gaulle à l'époque.. le Général de Gaulle dont j'ai fait la campagne comme Ministre en 1965, et pour lequel j'ai voté bien entendu comme beaucoup d'entre vous, pas les plus jeunes, parce qu'ils n'avaient pas encore le droit de vote qu'ils ont reçu depuis.. et en mai 1968, dans la France angoissée, qui s'est élevée pour tenter d'arracher le pouvoir aux mains du Général de Gaulle qui détenait le pouvoir légitime de la France ? C'était le même adversaire. Il n'est donc pas possible de lui faire confiance pour maintenir l'héritage essentiel du Général de Gaulle, qui est l'héritage des institutions de la Vème République. (applaudissements)

C'est pour toutes ces raisons que je suis le seul à pouvoir rassembler les familles politiques qui constituent l'arc-en-ciel de la liberté, c'est-à-dire l'ensemble des familles politiques qui vont de la majorité actuelle à la partie de la gauche libérale qui refuse les contraintes du collectivisme et qui doit donc alors, nous apporter son concours dimanche prochain. (applaudissements)

Nous avons ensuite libéré les forces productives de la France. Le dynamisme de notre pays est fondé sur l'initiative et sur l'imagination. La France, en dehors du Japon, et quoi qu'on ait pu dire au cours de cette campagne présidentielle, est la nation la plus dynamique du monde occidental et la France est aussi une grande puissance industrielle, une grande puissance agricole, elle est devenue, sous mon septennat, le deuxième exportateur mondial de produits agricoles.. (applaudissements)

Pendant sept ans, loin de décliner, malgré la crise, dont je reconnais avec franchise l'existence et les conséquences, elle a continué de monter les degrés dans l'échelle des nations.

Comment l'avons-nous réussi ?

Vous, Poitou-Charentes, vous le savez par votre propre expérience, c'est parce que chacun est responsable, parce que chacun peut prendre des initiatives, parce que chacun peut gérer sa propre entreprise ou sa propre exploitation.

Or, on veut restreindre, laminer, réduire la capacité d'entreprendre. Voulez-vous quelques exemples ? Eh bien, vous allez les avoir !

J'aurais pu vous apporter l'ouvrage, le livre, je ne vous ai apporté que les citations : dans ce qui s'appelle le Projet socialiste, qui sera nécessairement la base de départ de la négociation avec le Parti communiste, lisez la page 237, elle crée, je le rappelais tout à l'heure, la section politique d'entreprise, la représentation des partis politiques dans l'entreprise. Ce même projet donne un pouvoir de veto au comité d'entreprise sur l'organisation du travail, sur les licenciements, mais

également sur l'embauche, c'est-à-dire qu'on ne pourra se présenter à l'embauche que si l'on n'a pas contre soi le veto d'un comité d'entreprise. Belle liberté pour le monde du travail et pour les travailleurs à la recherche d'un emploi ! .. Et on prévoit d'étendre ces contraintes aux entreprises employant moins de 10 personnes, alors qu'au cours de la campagne, au contraire, on a demandé, vous le savez, le relèvement d'un certain nombre de seuils.

Je vous indique que la nationalisation totale de toutes les Banques, grandes et petites, signifie que tout le patrimoine des Français sera entre les mains d'Etablissements appartenant à l'Etat, ce qui ne s'est jamais produit dans notre histoire et ce qui n'existe dans aucun pays d'Europe, à l'exception des démocraties populaires.

J'ai rappelé également les perspectives en ce qui concerne les droits de succession.

Monsieur Bouchier.. où est-il ? il est derrière moi, mais les micros sont ainsi faits qu'on ne peut pas parler et regarder à la fois, il faudrait des micros circulaires.. ce sera sans doute pour la prochaine campagne, quand l'électronique aura fait des progrès.. (applaudissements) sait que chaque fois que nous parlons avec les dirigeants de l'agriculture, ils nous expliquent que le grand problème pour l'agriculture, c'est le capital foncier, mais également matériel et le capital immobilier, c'est le capital de l'exploitation et nous avons un problème qui est de faciliter la transmission de ce capital, nous allons, bien entendu, essayer de le résoudre. C'est le problème dans la petite entreprise personnelle aussi, qu'elle soit commerciale ou artisanale.

Or, j'ai indiqué hier soir, et naturellement j'ai les textes à votre disposition, qu'il y avait un projet du Parti socialiste, distribué à l'Assemblée nationale, ce n'est pas une proposition fantaisiste, qui prévoyait la taxation au taux de 45 %, c'est-à-dire pratiquement près de la moitié du patrimoine transmis, de père à enfant ou entre époux, à partir de 500.000 F.

Vous connaissez la valeur actuelle de ce qu'est le foncier pour l'agriculture, vous connaissez la valeur du matériel d'équipement, vous connaissez la valeur des fonds industriels ou commerciaux, à partir de 500.000 F on paierait 45 % d'impôt sur le montant des successions. Aucune entreprise familiale ni agricole, ni artisanale ni commerciale ne pourrait résister à un tel prélèvement.

Voilà la vérité !

Et notre objectif c'est, au contraire, de libérer l'économie, car dans ces conditions que je vous ai décrites, quelle entreprise décidera d'investir et d'embaucher des jeunes ?

Il va arriver à partir du mois de juillet 200.000 jeunes par mois sur le marché du travail, c'est la sortie des écoles, la sortie des cycles de formation, 200.000 jeunes par mois ! Nous serons dans le désordre politique, nous serons dans la désorganisation économique et sociale avec l'accroissement des charges et les contraintes des entreprises, quel est le chef d'entreprise en Charente ou dans le Poitou, qui, devant cette désorganisation, recrutera de nouveaux travailleurs ?

Je vous pose la question, renseignez-vous : .. Personne.

Et on verra arriver massivement cette jeunesse, qui est ce que la France a de mieux, qui est en réalité notre grande richesse nationale, que nous devons accueillir dans l'ordre et dans la continuité, et non pas dans la désorganisation de notre système économique.. (applaudissements) C'est pourquoi nous devons, au contraire, libérer les forces de l'économie Pour qu'elle soit capable de se développer et de créer des emplois.

La suppression du contrôle des prix est un acquis définitif pour moi, il sera prolongé par la modification des Ordonnances de 1945. Vous savez que mon concurrent, dans un débat qu'il avait eu jadis avec le Premier Ministre, qui lui posait la question : " Mais comment ferez-vous pour empêcher le glissement des prix, puisque vous accroissez les dépenses ? ", avait répondu par la phrase suivante : " Je bloque les prix "

Messieurs les Commerçants, Messieurs les Producteurs, vous êtes prévenus !

A des Français instruits et actifs, à des jeunes Français particulièrement capables, moins de tutelle, moins de contrôle, nous devons devenir une société d'initiative et de responsabilité où l'Etat exécute ses grandes missions, où il fait confiance aux Français pour conduire au contraire les forces productives.

Le nouveau Gouvernement demandera à l'Assemblée nationale de se saisir du projet de réforme de la taxe professionnelle, taxe à laquelle je ne suis pas personnellement attaché, que je n'avais d'ailleurs pas proposée quand j'étais Ministre des Finances, et l'Assemblée Nationale pourra proposer son remplacement par une ressource équivalente pour les collectivités locales.

Je souhaite que vos élus puissent dégager une formule qui soit à la fois satisfaisante pour l'activité économique et, bien entendu, pour les collectivités locales. (applaudissements)

Quant au prélèvement fiscal et social qui a été alourdi, par les effets de la crise, et nous avons des devoirs de solidarité, nous devons faire en sorte que les chômeurs licenciés pour cause de fermeture de leur entreprise ne restent pas démunis de ressources, nous devons en même temps aménager le système pour qu'il comporte une forte incitation à la reprise du travail, et je dirai même une plus forte incitation à la reprise du travail, car comme c'est un effort de solidarité entre Français, il doit avoir pour effet de conduire ou d'accompagner les chômeurs en direction de la reprise du travail et de ne pas créer au contraire des situations qui soient des situations permanentes.

Nous devons ramener progressivement le niveau des charges à 40 %, nous sommes actuellement à 42 %. Le programme de l'opposition nous ferait passer à 50 %, mon objectif est de revenir à 40 %, il y faudra beaucoup d'efforts, il ne faut pas s'y tromper de limitation de dépenses et d'économies.

Enfin, il faut aider l'équipement d'entreprises nouvelles pour offrir des emplois, et c'est pourquoi nous lancerons vous le savez, un grand emprunt avec nos partenaires de l'Allemagne Fédérale, pour pouvoir prêter des ressources aux entreprises petites, moyennes et grandes, pour se moderniser et créer des emplois. Une France plus juste malgré la crise, nous avons réduit les inégalités. Certains m'ont reproché l'accent mis, du temps de mon septennat, sur certains efforts de progrès social. Je ne les renie pas. La France avait un devoir de justice à accomplir. Elle l'a toujours et nous n'aurons, en France, une société fraternelle et détendue que lorsque nous aurons progressé suffisamment sur le chemin de la justice.

Nous avons réussi à améliorer, en quelques années, le sort des personnes âgées, nous le leur devons... (applaudissements)... Et je sais combien sont actifs, dans votre région, les clubs du 3ème âge qui se sont développées et épanouies durant mon septennat et qui traduisent la double promotion des personnes âgées en France, promotion sur le plan des ressources et, en même temps, intérêt nouveau porté à la vie associative et à la participation à diverses activités. Il faut continuer.

Solidarité vis-à-vis des handicapés, solidarité vis-à-vis des familles où nous devons poursuivre notre effort, solidarité, vis-à-vis des femmes seules qui ont à poursuivre l'éducation de leurs jeunes enfants. La place et le rôle des femmes ont été reconnus, la condition des travailleurs manuels a été sensiblement améliorée, et la solidarité, dans ces temps difficiles, restera notre règle.

Nous continuerons à améliorer la situation des plus faibles et des plus démunis et je souhaite que lorsque je quitterais mes fonctions à la fin du septennat, nous ayons éliminé les derniers îlots de pauvreté qui subsistent en France et qui n'ont pas leur place dans une société comme la nôtre, îlots de pauvreté dans certaines parties du monde rural, îlots de pauvreté, vous le savez, dans certaines grandes villes ou dans certaines banlieues. La société française doit être une société généreuse, douce et accessible pour les faibles. (applaudissements)

Elle doit être aussi - et c'est une des grandes aspirations de la jeunesse - une société plus facile à vivre. Souvenez-vous, il y a quelques années, nous apparaissions comme condamnés aux grands ensembles, aux rivières empoisonnées, aux usines polluantes, aux espaces naturels qui se détruisaient. Nous avons changé tout cela. Désormais, la superficie des espaces naturels protégés dépasse la superficie des espaces construits. La forêt française s'accroît, la pollution de l'air et de l'eau se réduit, le littoral a été largement sauvé.

Les jeunes ménages s'installent. comme ils le souhaitaient et comme les technocrates le leur en refusaient le droit, dans des maisons individuelles dont ils deviennent maintenant propriétaires, et ceci dans la proportion des deux tiers. (applaudissements)

Nous continuerons à améliorer la qualité de la vie en France et nous continuerons également à faire progresser le Poitou-Charentes.

Je voudrais vous en dire quelques mots.

Tout au long du septennat, le Poitou-Charentes, d'ailleurs largement représenté dans les conseils de gouvernement par des hommes qui ont apporté une contribution éminente à l'action gouvernementale, a été l'une de nos régions prioritaires et elle le restera.

Je vous rappelle que, depuis 1974, les aides de l'Etat ont permis la création de 18.000 emplois industriels dans votre région. L'année 1981, dernière année du septennat, restera une grande date, avec la mise en service de l'autoroute complète Poitiers - Bordeaux. Cet itinéraire a privilégié les Deux-Sèvres et la Charente-Maritime. (applaudissements)

Il y a eu, d'ailleurs, un long débat à ce sujet, et qui a été finalement arbitré dans ce sens.

Mais si j'ai choisi de venir aujourd'hui à Barbezieux c'est-à-dire sur la nationale 10, c'est pour vous dire solennellement que l'aménagement à deux fois deux voies de la nationale 10, entre Angoulême et Bordeaux, sera l'une des priorités routières du prochain septennat... (vifs applaudissements)... accompagné - je le dis aux Barbeziliens - des déviations nécessaires pour que cette voie à grand trafic cesse de traverser les agglomérations habitées.

En même temps, il faudra entreprendre de relier La Rochelle à Angoulême par une voie de caractéristiques identiques. (applaudissements)

Et nous examinerons avec les Assemblées régionales quelles doivent être les priorités à établir dans ce programme de travaux.

Le port de La Rochelle, dont je connais la difficile situation de l'emploi, fait l'objet de travaux d'extension considérables.

Pourquoi agrandir le Port de La Rochelle ? Parce que son trafic s'accroît. La Rochelle est aujourd'hui, par exemple, notre deuxième port exportateur de céréales et je rappelle le temps où La Rochelle était importateur de céréales, des céréales qui, au siècle dernier, provenaient de Pologne, car la France couvrait l'insuffisance de sa production céréalière par les importations d'un des greniers de l'Europe qui

la région de Dantzig. A l'heure actuelle, nos exportations, au contraire, vont au secours de la Pologne, pour assurer sa subsistance. Belle comparaison ! (applaudissements)

Ce sont aujourd'hui les agriculteurs français, libres, qui sauvent de la pénurie la Pologne socialiste. (applaudissements)

Comment croire que le progrès pour l'agriculture française passe par l'introduction des méthodes collectivistes dans sa politique, dans l'appropriation de ses terres ou dans les méthodes de gestion de ses marchés ?

Il y a quelques mois, j'ai tenu à recevoir à l'Élysée les Présidents Chaussebourg et Maury-Larivière et ensemble, nous avons défini les grandes options pour les années à venir dans le Poitou et les Charentes : les communications - j'en ai parlé - l'énergie, l'agriculture, l'industrie, l'artisanat, les activités maritimes et le littoral.

Au nom de l'Etat, et après, bien entendu, l'examen des dossiers par le Premier Ministre et le Gouvernement, j'ai pris des engagements précis et chiffrés. Je vous confirme, Messieurs les Présidents, que tous ces engagements seront tenus.

J'aurais pu me contenter de recevoir, dans le confort des bureaux parisiens, les représentants nationaux des diverses catégories professionnelles pour annoncer ensuite que j'approuvais toutes leurs revendications, en laissant de côté bien entendu, un petit bloc-notes pour faire l'addition que j'aurais soigneusement évitée d'établir.

J'ai choisi, au contraire, d'aller sur le terrain et je suis seul, dans ce deuxième tour, à faire la campagne démocratique habituelle sur le terrain où je rencontre les Français et les Françaises. (applaudissements)

Je l'ai fait, bien que j'ai, en même temps, vous le savez, la charge présidentielle. Cette matinée était occupée par le Conseil des Ministres. J'ai aussi ma charge de candidat, j'enregistrais tout à l'heure pour la télévision. J'ai pensé que, dans la vie démocratique et républicaine de la France, il fallait rechercher, autant que possible, la rencontre avec les Françaises et les Français, et que je vienne là où ils vivent. là où ils travaillent et là aussi. où. parfois ils souffrent.

...même la ce ne troy, la ce ne troyement de la ce ce ce, par ce ce ce ce ce.

Je suis allé dans les régions les plus diverses, les plus industrielles ou dans les banlieues les plus ouvrières. J'ai rencontré toutes les catégories d'agriculteurs dont les problèmes ne sont pas identiques, les éleveurs de Normandie et de l'Ouest, les éleveurs de Bretagne, ceux de Bourgogne, les fruitières du Jura, les coopératives viticoles du Midi, les producteurs d'Armagnac et, aujourd'hui, les producteurs et les viticulteurs de Cognac. (applaudissements)

Je sais le sentiment et les préoccupations qui animent les viticulteurs de cognac. J'ai suivi, quoique je n'y participais pas, puisque le Président de la République ne participe pas aux débats parlementaires, les débats qui ont causé ici de sérieuses préoccupations.

Monsieur Francis Hardy a exprimé ce sentiment des viticulteurs de cognac, avec la compétence et l'éloquence que nous lui connaissons. (applaudissements)

Ici, à Barbezieux, je voudrais vous dire des choses simples et cependant précises.

D'abord, votre production honore l'agriculture française, elle l'honore par son effort exceptionnel de qualité, par sa renommée internationale que j'ai pu vérifier largement dans le monde, par son apport à notre balance agro-alimentaire. Le cognac représente le quart de l'excédent de notre commerce agro-alimentaire national.

Notre devoir est donc, non pas de compliquer la tâche des grands exportateurs, il est de la simplifier et je me suis occupé personnellement, bien que ce ne soit pas dans ma mission, là où j'allais, d'élargir les marchés de votre production.

Vous vous souvenez sans doute des efforts que j'ai entrepris pour ouvrir le marché japonais qui a de grandes capacités de développement, à notre production de cognac.

Vous avez subi, cette année, une hausse importante des taxes sur le cognac et sur le pineau des Charentes. Mon sentiment est que la viticulture des Charentes, comme je l'ai dit l'autre jour à Auch pour l'armagnac, ne serait pas en mesure de supporter, dans les prochains mois, une nouvelle vague de hausses fiscales.

C'est pourquoi le prochain gouvernement plaidera devant le Parlement, à l'occasion de la préparation du budget de 1982, pour le report de cette deuxième étape et si cela créait des difficultés à Bruxelles - car nous devons, bien entendu, être très attentifs aux problèmes des règles communautaires, pour ne pas voir pénaliser nos exportations - je suis disposé à m'en entretenir moi-même avec nos partenaires européens... (applaudissements)... comme j'ai pu le faire avec succès, vous le savez pour quelques grands dossiers.

Nous voulons enfin - et ce sera ma conclusion - une société forte et paisible, et dans les aspirations des Françaises et des Français, on dit, à l'heure actuelle, qu'ils ont surtout une aspiration au changement.

Je crois qu'au-delà de l'aspiration au changement qui fait partie de notre caractère national, qui nous a conduits parfois à de grands malheurs, parce qu'on change souvent le bon pour l'inconnu, ou le certain pour l'illusoire - nous avons des tas de dictons, dans notre sagesse nationale pour nous mettre en garde. On dit : " Un bon tien vaut mieux que deux tu l'auras ", et si l'on nous dit cela depuis des siècles, c'est pour nous mettre en garde contre nous-mêmes - au-delà de ce goût du changement, il y a quelque chose de plus profond, et à l'heure actuelle, c'est ce besoin de sécurité, de vie paisible et assurée.

Il ne s'agit pas seulement d'obtenir la protection. Certains disent : " Mais il faut renforcer les services de sécurité " Nous le faisons, mais ce n'est pas cela que demandent les Français. C'est pouvoir vivre dans une société qui ne soit pas une société de violence et de haine, une société dans laquelle, quand on rentre chez soi, le soir, dans une grande ville ou dans une banlieue, on n'a pas besoin de se retourner pour voir s'il n'y a pas, quelque part, une ombre qui vous guette ou qui vous menace.

Autrefois, on laissait sa maison assez largement ouverte quand on s'absentait quelques jours, on n'avait pas besoin de la barricader contre l'incertitude de la voir cambriolée au cours des semaines suivantes.

La France a connu cette situation dans le passé. Il faut qu'elle la retrouve.

Moi-même, vous le savez, je m'efforce de donner l'exemple. Je suis, de tous les chefs d'Etat, celui qui vit avec le plus léger dispositif de sécurité. Je suis le seul qui circule dans sa voiture

personnelle, sur les grandes routes française ou sur les chemins ruraux, sans être précédé ou suivi par des moyens imposants, et je le fais parce que je souhaite que les Français puissent vivre dans un pays qui soit en réalité fort et paisible, sans peur... (applaudissements)... confiant. et fraternel. Dans cet enjeu de dimanche prochain, j'éprouve à la fois une sorte de perplexité et une angoisse. La perplexité est la suivante : quand on a regardé, comme je l'ai fait au cours des derniers mois, la France du dehors, qu'on l'a vue, et qu'on a vu que c'était un des pays les plus solides d'Europe, sans doute le plus solide - de tous les pays frappés par la crise à l'heure actuelle, c'est celui qui s'en tire le mieux & je ne nie pas ses problèmes, mais c'est celui qui s'en tire le mieux - et lorsqu'on se dit que les Français vont détruire tout cela pour organiser le désordre politique ou le gâchis économique et social... Si je pouvais vous faire la confiance de ce que mes interlocuteurs, les chefs d'Etat étrangers m'ont dit : " Mais pour nous c'est incompréhensible. Lorsque nous observons notre situation, nous n'arrivons pas à comprendre le problème que les Français se posent, il est évident qu'il faut qu'ils continuent dans la voie où vous les avez engagés, et engagés d'ailleurs avec une large majorité "... (applaudissements)

Je crois que nous avons devant nous des chances, précisément, que nous devons saisir, de devenir ce pays fort et paisible. Le Général de Gaulle en a créé les conditions politiques, il nous en a donné les institutions et nous devons lui en être durablement reconnaissants. (applaudissements)

Le travail des Français en a rassemblé les moyens matériels. Quand on regarde la transformation de notre pays, je ne dis pas seulement depuis 7 ans - je ne veux pas l'identifier à un septennat - mais disons depuis 10 ou 15 ans, quand on voit la transformation de nos villes, de notre infrastructure, de notre équipement, ce que les Français ont fait eux-mêmes, on s'aperçoit que nous sommes au bord de connaître une période de force et de paix pour la France, et d'ailleurs tout le monde croit, dans le monde, que nous allons y parvenir.

Vous le savez parfaitement, quand nous avons entamé cette campagne présidentielle, personne, dans le monde, ne s'est posé une question sur son résultat. Pourquoi ? Parce que les gens se disaient : " Le choix des Français ne peut être que de poursuivre ce qu'ils ont entamé " Et puis, peu à peu, on a vu les vieux démons se réveiller et parcourir le pays, les démons. de la division ; (applaudissements) ; qui nous ont été familiers dans le passé, qui nous ont conduits aux grands malheurs de notre histoire, à la guerre de 1939 non préparée, et abordée dans la démission, aux périodes de l'après-guerre avec l'instabilité politique perpétuelle et à la quête des emprunts que nous allions faire dans le monde.

Ces vieux démons se sont remis en marche. Est-ce que les Français vont leur ouvrir la porte de la France ? (applaudissements)

D'un côté, la société du déclin, de l'autre la société de l'espoir. (applaudissements)

Le choix dépend de vous, dimanche. Ce choix, il vous est proposé par moi qui ai travaillé pendant sept ans, comme Président de la République, qui connaît donc mieux que quiconque les vrais problèmes et les vrais dossiers de la France. Ce choix, il vous est proposé par l'unanimité de la représentation parlementaire, de la majorité de Poitou-Charentes, qui a travaillé pour faire avancer la France au cours de cette période. Ce choix, il dépend de vous, dimanche. Je souhaite que nous le fassions ensemble, pour que ce soit la France qui vive et qui gagne. (vifs applaudissements)